

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

DÉCISION MUNICIPALE

DELIVRANCE D'UNE CONCESSION FUNERAIRE (GUIVARC'H) - CIMETIÈRE DES LANDES

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2223-13 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 mai 2020 portant délégation, dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, à Monsieur le Maire en application de l'article L.2122-22 alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la délivrance et à la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2021 relative aux tarifs des concessions funéraires pour l'année 2022,

Vu l'arrêté municipal n°2020_0236 en date du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Paul Marsal, 4ème adjoint au Maire, dans le domaine des Affaires Générales et de la Commande Publique,

Considérant la demande présentée par Madame AYNES Catherine (tutrice), tendant à obtenir une concession située dans le cimetière des **Landes**, à l'effet d'y fonder la sépulture de Madame GUIVARC'H Jeannine, décédée le 21 novembre 2022 à Chatou (Yvelines),

DÉCIDE

Article 1 : Il est accordé à Madame AYNES Catherine, une concession pour une durée de **15 ans**, de deux mètres superficiels de terrain, dans le cimetière **des Landes, carré D 149** à compter du 24 novembre 2022 jusqu'au 24 novembre 2037 à l'effet d'y fonder la sépulture de Madame GUIVARC'H Jeannine, décédée le 21 novembre 2022 à Chatou (Yvelines).

Article 2 : La présente concession est accordée moyennant la somme totale de trois cent soixante douze euros versée par les Pompes Funèbres Générales de Chatou.

Article 3 : Le Maire et le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité et notifiée à l'intéressée.

Article 5 : Conformément à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 20/02/2023

Reçu en préfecture le 20/02/2023

Publié le

ID : 078-217801463-20230218-DEC_2023_027-AU



Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de sa notification .

NOTIFIÉ, le 23/02/2023

N° concession : 2469 Q

A effet du 24/11/2022 au 24/11/2037